



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Méditerranée

Question au Gouvernement n° 2921

Texte de la question

MOUVEMENTS DANS LES PAYS MÉDITERRANÉENS

M. le président. La parole est à Mme Élisabeth Guigou, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Élisabeth Guigou. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

En Tunisie, en Égypte et dans beaucoup d'autres pays du monde arabe, se produit une rupture historique : celle de peuples, de jeunes, d'hommes et de femmes qui, avec un courage inouï, ont fait tomber le mur de la peur, et se battent au risque et, pour beaucoup, au prix de leur vie, pour faire tomber les dictatures.

Ce bouleversement majeur, qui s'étend à tout le Sud et l'Est de la Méditerranée, n'est pas seulement la conséquence d'une désespérance économique et sociale : il témoigne aussi d'une revendication de dignité et d'accès aux droits fondamentaux de la personne humaine et d'une aspiration au droit, à l'État de droit.

En France et en Europe, le silence et l'inertie sont intolérables, alors qu'il faudrait d'urgence aider la Tunisie à réussir sa transition démocratique et soutenir le peuple égyptien. Il ne s'agit pas de se focaliser uniquement sur l'organisation et le déroulement d'élections transparentes. Il faut aussi et surtout des mesures d'accompagnement et de soutien concret de tout le processus de transition.

Monsieur le Premier ministre, après-demain se réunira à Bruxelles un Conseil Européen des chefs d'État et de gouvernement. Allez-vous, au nom de la France, demander qu'une aide concrète soit apportée à la Tunisie par la Banque centrale européenne et par la Banque européenne d'investissement ? Allez-vous demander, au nom de la France, qu'un Conseil européen spécial soit réuni rapidement pour définir une stratégie euro-méditerranéenne ? Allez-vous enfin, prendre des initiatives en direction des responsables politiques et des sociétés civiles des pays du Sud et de l'Est méditerranéen pour les aider à réussir la transition démocratique ?

M. Maxime Gremetz. Il faudrait faire également intervenir le FMI !

Mme Élisabeth Guigou. C'est ce que nous attendons du Gouvernement et de sa majorité, qui ne semblent pas, jusqu'ici, avoir pris la mesure de l'événement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Madame Guigou, je croyais que vous aviez entendu ce que j'ai dit tout à l'heure sur l'Égypte et la Tunisie. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Le Président de la République, Mme Merkel et M. Cameron n'ont pas attendu vos recommandations pour exprimer, directement ou en lien les uns avec les autres, leurs préoccupations et leur soutien. Nous n'avons pas attendu vos propos d'aujourd'hui pour agir dans le cadre européen. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Comme je l'ai déjà dit, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont pris hier des décisions très nettes et fait des propositions pour aider à cette transition, qui concernent aussi bien la préparation et l'organisation des élections, et tout ce qui touche à la démocratie, que le développement et les aspirations économiques et sociales. Et j'ai moi-même cité la BERD comme devant être le relais de ces actions.

Des décisions concrètes ont donc déjà été prises à la fois par le Président de la République, au niveau du Gouvernement comme au niveau de l'Union européenne. Et ce sont là des choses concrètes, pas des discours comme ceux que vous tenez. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Sur les mesures de gel enfin, je vous rappelle que le Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne a adopté une première décision gelant les avoirs de l'ex-président Ben Ali et de son épouse ; et nous venons de décider hier qu'une liste complémentaire serait adoptée dès cette semaine. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Élisabeth Guigou](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2921

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 février 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 février 2011